

DEPARTEMENT
DE
L'ARDECHE

ARRONDISSEMENT
DE
TOURNON



**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU MAIRE**

Arrêté n°AM-2022-1224

**OBJET : DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CATHERINE VARIN -
DIRECTRICE DE L'EDUCATION**

Le Maire de la Ville d'Annonay,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2122-19,

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L212-1,

VU la délibération du Conseil municipal n°2020-96 en date du 03 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Maire,

CONSIDERANT la nécessité d'accorder des délégations de fonction aux élus et de signature aux agents pour une bonne efficacité des services de la Ville d'Annonay,

CONSIDERANT les fonctions de directrice de l'Education exercées par Madame Catherine VARIN, comprenant les compétences suivantes :

- vie scolaire
- temps périscolaire

ARRETE

Article 1 -

Madame Catherine VARIN reçoit délégation de signature pour les actes suivants liés aux compétences listées ci-avant :

CORRESPONDANCE GENERALE

- Documents et courriers non-créateurs de droits, notamment tout acte à caractère informatif se bornant à constater une situation, accusés de réception et réponses d'attente aux courriers, demandes ou transmissions de pièces, courriers relatifs à l'instruction d'une demande, courriers notifiant ou informant d'une décision prise par l'autorité habilitée ou précisant les modalités d'application de cette décision, formulaires ou courriers de demande d'ouverture de compte fournisseur
- Attestations de scolarité

COMMANDE PUBLIQUE

- Engagements juridiques et financiers en dépense par bons de commande, marchés subséquents, marchés publics dont le montant est strictement inférieur à 10.000 € HT

- Lettres de consultation, demandes de devis, réponses à ces consultations et demandes de devis dans la limite du montant ci-avant
- Ordres de service, avenants et tout acte d'exécution dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant
- Procès-verbaux de réception des travaux, de prestations, d'admission des fournitures ou de services dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant
- Certificats de capacité demandés par les entreprises dans le cadre des marchés inférieurs au montant ci-avant

AFFAIRES JURIDIQUES

- Main courante au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime
- Dépôt de plainte au nom de la collectivité pour toute affaire dans laquelle celle-ci est victime
- Dépôt de plainte en application de l'article 433-3-1 du Code pénal en cas de menaces, violences ou tout autre acte d'intimidation à l'égard de toute personne participant à l'exécution d'une mission de service public, afin d'obtenir pour soi-même ou pour autrui une exemption totale ou partielle ou une application différenciée des règles qui régissent le fonctionnement dudit service, en tant que représentant de l'administration exerçant la mission de service public

Article 2 -

Cette délégation est accordée pour la durée de l'exercice des fonctions, sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire.

Article 3 -

Tout document ou acte signé dans le cadre de la présente délégation comportera la mention de son auteur comme suit :

« Par délégation du Maire
Catherine VARIN
Directrice de l'Education »

Article 4 -

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VARIN, la délégation consentie à l'article 1 du présent arrêté pourra être exercée dans des limites identiques et par ordre de priorité par :

- Madame Virginie ESCOMEL – Directrice générale adjointe
- Monsieur Romain LE BORGNE – Directeur général des services

La délégation de signature ne peut faire l'objet d'une subdélégation par le déléataire.

Article 5 -

En application de l'article 6 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque le déléataire titulaire d'une délégation de signature estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le déléitant par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du déléitant déterminera, en conséquence, les questions pour lesquelles la personne intéressée devra s'abstenir d'exercer ses compétences et les confiera, le cas échéant, à un autre déléataire.

Article 6 -

L'arrêté n°AM-2020-422 du 7 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Catherine VARIN, Directrice de l'Education et de la Citoyenneté, est abrogé.

Article 7 -

Le présent arrêté sera exécutoire dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département. Ampliation en sera adressée au comptable public.

Spécimen de signature du délégué :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Annonay, le 09/01/23

Le Maire

Simon PLENET

Transmis en sous Préfecture le : 09/01/23	Notifié le : 10/01/23	Affiché le : 12/01/23
ID de télétransmission : 007-210100		
100-20220101-38710		
AR-1-1		SP

